

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 10 (1982)

DOI: 10.11588/fr.1982.0.51133

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

optimistisch unter der Erfahrung der Administration Ronald Reagans geurteilt hätte. Die Aufsätze zur jüdischen Zeitgeschichte sind der Stellung der Juden in Frankreich von der Französischen Revolution bis zur Gegenwart, unter besonderer Heraushebung des Regimes von Vichy, der Präsentation von Gershom Scholem als einem Zionist, der sich bewußt vom bürgerlichen Assimiliationsdenken distanziert, und als Historiker des kulturellen und nationalen Phänomens des Judentums und – auf ein paar Seiten – dem problematischen Verhältnis der französischen Nachkriegslinken zu Israel gewidmet.

Die stärker theoretisch orientierten Aufsätze, mit denen ich mich an anderer Stelle ausführlicher auseinandersetzen werde,<sup>1</sup> sind in dreifacher Hinsicht bemerkenswert. Sie geben erstens Aufschluß über die intellektuellen Wurzeln der Schule der »Annales« und über ihr Verhältnis zum Strukturalismus; sie suchen den Unterschied zwischen der traditionellen »histoire-récit« und der neuen »histoire problème« gewissermaßen idealtypisch zu begründen; sie zeichnen sich – im unbewußten Gegensatz zu der zweiten Absicht – durch eine auffallende Tendenz zur Revision der extremen Positionen der ersten Generation der »Annalisten«, besonders von Fernand Braudel, aus. Dies geschieht auf dem Wege einer quasi Deontologisierung der viel zitierten Schlüsselbegriffe »Struktur« und »Ereignis«, die damit aus realen Begebenheiten zu nützlichen Arbeitsinstrumenten werden, und durch eine Relativierung des Postulats der »histoire totale«: eine »idée insaisissable« (S. 10f.). Bemerkenswert ist auch Furets Distanzierung von der Mentalitätsgeschichte, die er mit der »histoire des nations« aufgrund ihrer »plasticité méthodologique presque infinie« gleichsetzt (S. 24f.). Sie widerspricht dem Exaktheitsideal der »Annalisten«.

Dies alles bedeutet zwar nicht, daß die Unterschiede zwischen der alten und der neuen Historie verwischt werden. Sie rücken aber aus der Stellung verschiedener »Typen von Kenntnissen« in diejenige von Betrachtungsweisen ein, die nebeneinander bestehen, sodaß der Historiker immer zwischen der Kunst der Erzählung, der Angemessenheit seiner Begriffe und der Strenge seiner Beweise oszilliert (S. 90). Ob diese vermittelnde Interpretation des Geschäfts des Historikers durch Furet repräsentativ für die »Annalisten« ist, bleibt abzuwarten.

Karl-Georg FABER (†), Münster

Hans-Ulrich WEHLER, *Historische Sozialwissenschaft und Geschichtsschreibung. Studien zu Aufgaben und Traditionen deutscher Geschichtswissenschaft*, Göttingen (Vandenhoeck und Ruprecht) 1980, 409 p.

Ce rassemblement d'articles méthodologiques et historiographiques, dispersés pendant une douzaine d'années dans des revues et des ouvrages collectifs, témoigne du mûrissement, parfois des repentirs, et surtout de la cohérence d'une pensée très admirée et très controversée dans le monde des historiens allemands. H.-U. Wehler peut être considéré comme un des chefs de file de la tendance qui se nomme elle-même »critique« et s'exprime dans la revue *Geschichte und Gesellschaft*. Doit-on parler d'une »école de Bielefeld«? Ses membres le nient (comme, en France, ceux qui se rattachent aux *Annales*). Mais à travers leurs recherches fort diverses transparait toujours un goût de la discussion théorique, qui agace les historiens traditionnels pour qui un fait est un fait et la méthode historique un acquis définitif des grands érudits du XIX<sup>e</sup> siècle.

La lecture d'un tel recueil n'est jamais facile, et l'auteur du compte-rendu peut se permettre de

<sup>1</sup> In einem Kommentar zu der »Préface« des Buches, die Furet im Juni 1982 auf einer Tagung »La teoria della storiografia negli ultimi vent'anni« in Turin vorgetragen hat. Der Kommentar ist erschienen in: P. Rossi, *La teoria della storiografia oggi* La cultura 12, il Saggiatore, Milano 1983.

suggérer un mode d'emploi. Nous proposerions personnellement de commencer par le début de l'article No. 13 («L'usage des théories dans la science historique»), où W. esquisse son autobiographie intellectuelle: parti sur la voie de l'histoire politique classique, il a soudain buté sur des impasses, les a contournées en explorant l'économie et la sociologie, et a progressivement élaboré l'armature conceptuelle de ses livres sur Bismarck et sur le II<sup>e</sup> Reich. Ensuite il conviendrait de le suivre, dans la deuxième partie du livre, à la recherche de ses ancêtres: récusant les »grands« historiens de la »grande« politique, insatisfait de l'histoire des idées à la Meinecke, il évoque une demi-douzaine de non-conformistes des années 1920–1950, qui, soit par l'originalité de leurs méthodes, soit par leur audace politique, et le plus souvent par l'une et l'autre, ont été condamnés à des carrières obscures et, après 1933, à l'exil. Le plus connu aujourd'hui est Eckart Kehr, auteur d'études provocantes sur les milieux nationalistes et les groupes de pression du début du siècle, que Wehler et ses amis invoquent si souvent qu'on a pu les surnommer les »Kehrites«.

Tout naturellement on passera alors au premier article, qui brosse en 30 pages un tableau de »la situation de la science historique en RFA de 1949 à 1979«. Ce n'est pas une bibliographie commentée, mais un essai d'historiographie contemporaine, qui se risque même parfois à une sociologie du milieu universitaire. Il rappelle les six grandes controverses qui ont animé, déchiré même la corporation: sur les origines de la Grande Guerre, les Conseils de 1918 et la »troisième voie«, le nazisme, la légitimité de l'histoire économique et sociale, la primauté des facteurs de politique intérieure, et enfin sur la nécessité des théories. La vivacité des polémiques (particulièrement de certaines remarques interpolées au milieu des surabondantes notes bibliographiques) pourra surprendre; mais après tout le tumulte des duels qui envahit les revues allemandes peut être plus excitant pour l'esprit que le silence ou la politesse réservée où se cantonnent la plupart des revues françaises. Cette différence n'est pas due seulement aux traditions nationales. La brutalité de nos collègues d'outre-Rhin s'explique aussi par de profonds clivages politiques et même partisans: s'il faut en croire Wehler (et nous ne pouvons là-dessus ni le confirmer ni le démentir), les tenants de l'histoire économique et sociale se rangeraient dans le camp »libéral-social-démocrate«, et ceux de l'histoire politique pure dans le camp conservateur, avec les connotations fâcheuses que ce terme évoque dès qu'on remonte vers un passé point encore si lointain. Ce manichéisme paraîtra bizarre chez nous, où chacun peut rencontrer des historiens économistes fort attachés aux valeurs traditionnelles et des hommes de gauche qui pratiquent les méthodes historiques de leur grand-papa. Pour autant, n'idéalisons pas notre situation, puisque pas plus que celle des Allemands elle n'exclut les règlements de comptes, les censures et les excommunications. Simplement, nous n'avons pas l'habitude de respirer les relents de cette cuisine dans les sous-sols des publications savantes.

Pour aborder enfin la pensée profonde de l'auteur, il faudrait regrouper les articles qui concernent la sociologie et l'histoire sociale (Nos. 2, 7, 10, 12), puis l'économie (Nos. 3, 6, 11), enfin la psychanalyse (Nos. 4, 5). Les textes originaux ayant été conservés tels quels, cette juxtaposition permet de saisir l'évolution des jugements d'une année sur l'autre: ainsi la psycho-histoire, d'abord considérée avec un intérêt prudent, devient-elle ensuite l'objet d'un bilan négatif. Mais ce parti-pris d'honnêteté intellectuelle entraîne aussi pas mal de répétitions, et – plus grave – la reproduction de jugements qui portent leur date et ne sont plus de mise aujourd'hui. S'il était légitime vers 1970 de décrire l'histoire économique allemande comme une zone semi-désertique, il faudrait signaler au moins en bas de page les progrès accomplis depuis; même si W. n'apprécie pas du tout la *New Economic History* américaine, il doit sans doute de nos jours se féliciter des brillantes productions de ses émules allemands, qui possèdent la même rigueur méthodologique, mais échappent aux outrances de la *counterfactual history*. De même certaines constatations désabusées sur le triste état de l'histoire ouvrière, réduite à celle des partis et des syndicats, sont heureusement démenties par tant d'études récentes, en RFA et dans une moindre mesure en RDA, qui inaugurent la véritable histoire sociale des travailleurs.

Histoire sociale, plus précisément »science sociale historique«, telle est la discipline neuve dont W. s'applique à dessiner les contours, définir les thèmes, proposer les méthodes et même vanter les mérites civiques. Tantôt il la limite à l'étude des phénomènes proprement sociaux, comme les comportements démographiques, la mobilité géographique et verticale, la stratification; elle se distingue alors nettement de l'histoire économique et de l'histoire politique. Tantôt, et plus souvent, il la conçoit comme une opération globale, »analyse d'une totalité sociale à travers les trois dimensions équivalentes de l'économie, du pouvoir et de la culture ... (qui) rend compte de la complexité et de l'interdépendance (*Zusammenhang*) des divers domaines de la réalité« (p. 34). *Zusammenhang*: c'est le terme-même que dès 1920 Lucien Febvre avait relevé chez les historiens ou géographes allemands qu'il admirait, comme le concept fondamental permettant d'échapper aux deux pièges du déterminisme et de la pure érudition. Il semble qu'aux yeux de W. l'historiographie allemande ait délibérément négligé pendant un demi-siècle cette découverte, et soit restée prisonnière des deux pièges, quand elle n'en préférait pas un troisième, celui de l'»herméneutique de la compréhension« ou recherche de l'intentionnalité des acteurs. La voie royale de l'histoire, débroussaillée par quelques précurseurs, n'aurait été rouverte que vers 1960.

Puisque les vraies questions n'ont pas été posées pendant si longtemps, il est normal que le programme de recherches effraie par son immensité. On en trouvera une partie dans les »Prolégomènes à une analyse historique de l'inégalité sociale« (No. 12): sous les rubriques des pouvoirs et de leurs modes de légitimation, des classes et de leurs statuts, des »images du monde«, la liste ne s'arrête qu'après le quarantième point d'interrogation ... A ceux qui hocheraient la tête devant cette démesure, l'auteur répond en annonçant qu'il travaille à une histoire de la société allemande de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours, qui devrait satisfaire à ces multiples curiosités.

Ce catalogue resterait évidemment stérile si chacun de ses articles n'était orienté vers une double visée: scientifique, la découverte du processus d'évolution des sociétés passées; civique, l'exploitation de cette découverte au profit de la société présente et future. La première de ces ambitions a déjà de quoi intimider l'apprenti-historien: les sociologues les plus systématiques n'ont-ils pas échoué à la satisfaire? C'est, répond W., parce qu'ils ont négligé la dimension du temps, ou plutôt des multiples temps, du plus bref et mobile au plus long et presque figé, qui s'entrecroisent à chaque moment de l'histoire: référence est faite ici à F. Braudel bien sûr, mais aussi, et sans doute avec plus de sympathie, à E. Bloch, dont la célèbre formule (sur »la simultanéité de faits non-contemporains«) pourrait servir d'épigraphe au livre. Du coup ces sociologues se sont épuisés à la recherche de structures rigides, sans rapport avec la réalité. Or l'ensemble des relations d'interdépendance qui constitue celle-ci ne cesse au contraire de se transformer, aux divers rythmes déclenchés par les éléments qui le composent. Cette notion de »structure souple« n'est pas seulement adéquate à la réalité du passé, elle n'est pas seulement un beau produit de l'esprit de l'historien donnant forme à l'agglomérat confus des phénomènes, comme le pensait Max Weber; elle est cette réalité-même. Wehler sur ce point, qui lui tient visiblement à cœur, se situe plus près de Marx que de Weber, et rien ne lui déplaît autant que le slogan par lequel on a résumé, en le caricaturant à peine l'idéalisme: »L'histoire, c'est ce que font les historiens«. On pourrait gloser longuement sur cette croyance en l'existence réelle des structures, qui ne vise à rien de moins qu'à légitimer la recherche historique. Ne pourrait-on pas expliquer par là l'assurance d'une école fière de marcher à la conquête de la Vérité, assurance symétrique et contraire à celle des historiens »positifs«, fiers de marcher à la découverte des Faits? Cependant W. sait toujours s'arrêter aux frontières du dogmatisme. Non seulement il récuse les manifestations sclérosées du marxisme contemporain, mais il dénonce certaines insuffisances de Marx lui-même: la primauté de l'infrastructure, l'instrumentalisation de l'action politique, le manque de rigueur d'un concept aussi important que celui de »forces productives«. Alors, bravant le reproche d'éclectisme, il revient à Max Weber pour lui

emprunter l'analyse de la bureaucratie, les compléments nécessaires à une généalogie trop purement économique des classes sociales, et quelques leçons subtiles sur la véritable objectivité de l'historien.

Reste que le regard porté sur les inégalités sociales, passées ou présentes, est plus marxiste que weberien: ce n'est pas gratuitement que le terme de »critique« revient à presque toutes les pages. Et c'est par là que se rejoignent et la seconde visée de sa problématique – la mission civique de l'historien – et cette politisation qui nous frappait dès la première lecture. La »critique«, il la définit avec Horkheimer comme »un effort théorique qui éclaire les sociétés passées et présentes en s'intéressant à la société future, rationnellement organisée« (p. 93). Plus concrètement, il pose à propos d'Eckart Kehr la question naïve et sacrilège de savoir pourquoi les Etats se paient le luxe d'entretenir des instituts d'histoire. Pour conserver l'héritage culturel? Bien sûr: »Toute publication historique reçoit l'onction d'une goutte de ces saintes huiles de la conservation«. Mais l'histoire tire sa vraie légitimité d'une mission plus haute et plus exigeante: »démontrer à une société que ses institutions et ses tendances sont nées de l'histoire, et gardent par principe un caractère ouvert« (p. 247), »offrir au présent la possibilité d'une prise de conscience, favoriser l'action rationnelle des individus et des groupes«. C'est alors seulement que la science historique acquiert sa dignité suprême, la pertinence (*Relevanz*) (p. 222).

Si l'avant-garde peut être définie comme une situation spirituelle exposée aux critiques, Wehler est certainement un historien d'avant-garde. Des collègues de la RFA, attachés à l'histoire politique ou à la biographie des grands hommes, le dénoncent comme infecté de marxisme. Pour la tendance officielle de l'historiographie en RDA, il n'est qu'un bourgeois mâtiné de social-démocrate. Plus finement, une équipe de jeunes germanistes britanniques lui a reproché d'escamoter, dans ses ouvrages sur le II<sup>e</sup> Reich, l'analyse proprement sociologique au profit d'un système de concepts socio-politiques (»Impérialisme social«, etc.), c'est-à-dire en fin de compte, et en dépit d'un vocabulaire novateur, de s'en tenir toujours à l'histoire des gouvernants, à l'»histoire vue d'en haut«. Vues de France, ses polémiques paraissent quelquefois enfoncer des portes ouvertes: l'exécration de l'histoire politique, nous en avons tous fait nos délices dans nos jeunes années en parcourant les premiers numéros des *Annales*, et elle ne nous excite plus guère. Faut-il en conclure – et, paradoxalement, rejoindre ainsi l'auteur – que les historiens de la RFA vivent en retard d'un demi-siècle? Ce serait oublier le message essentiel de ce livre, et de tant d'autres qui l'escortent ou lui répondent – message qui pourrait se résumer ainsi: »Enrichissez-vous de théorie, et de simples érudits vous deviendrez historiens«. Cet appel est de plus en plus entendu en Allemagne; le résultat, c'est une prolifération un peu déconcertante de théories, de modèles, de concepts. Mais qui, sortant de l'ennuyeuse guerre de tranchées des controverses pédantes, ne s'exalterait au spectacle des ces brillantes charges de cavalerie?

Pierre AYÇOBERRY, Strasbourg

Robert I. ROTBERG, Theodore K. RABB (Hg.), *Climate and History. Studies in Interdisciplinary History*, Princeton N. J. (Princeton University Press) 1981, 278 S.

Das zu besprechende Buch enthält die Vorträge eines interdisziplinären Symposiums zum Thema »Klima und Geschichte«, das 1979 mit Unterstützung der Rockefeller Foundation abgehalten wurde. Die Referate sind zum ersten Mal im Band 10 der »*Journal of Interdisciplinary History*« (1980) veröffentlicht worden. Die gesonderte Veröffentlichung in Buchform macht nun die Vorträge einer breiteren Öffentlichkeit auch außerhalb Amerikas zugänglich.

Der Sammelband zeigt Wege einer interdisziplinären Zusammenarbeit auf, wie z. B. Historiker von den Ergebnissen der physikalischen und synoptischen Klimatologie profitieren, aber auch wie Klimatologen aus der Quellenarbeit und Quelleninterpretation der Historiker Nutzen